

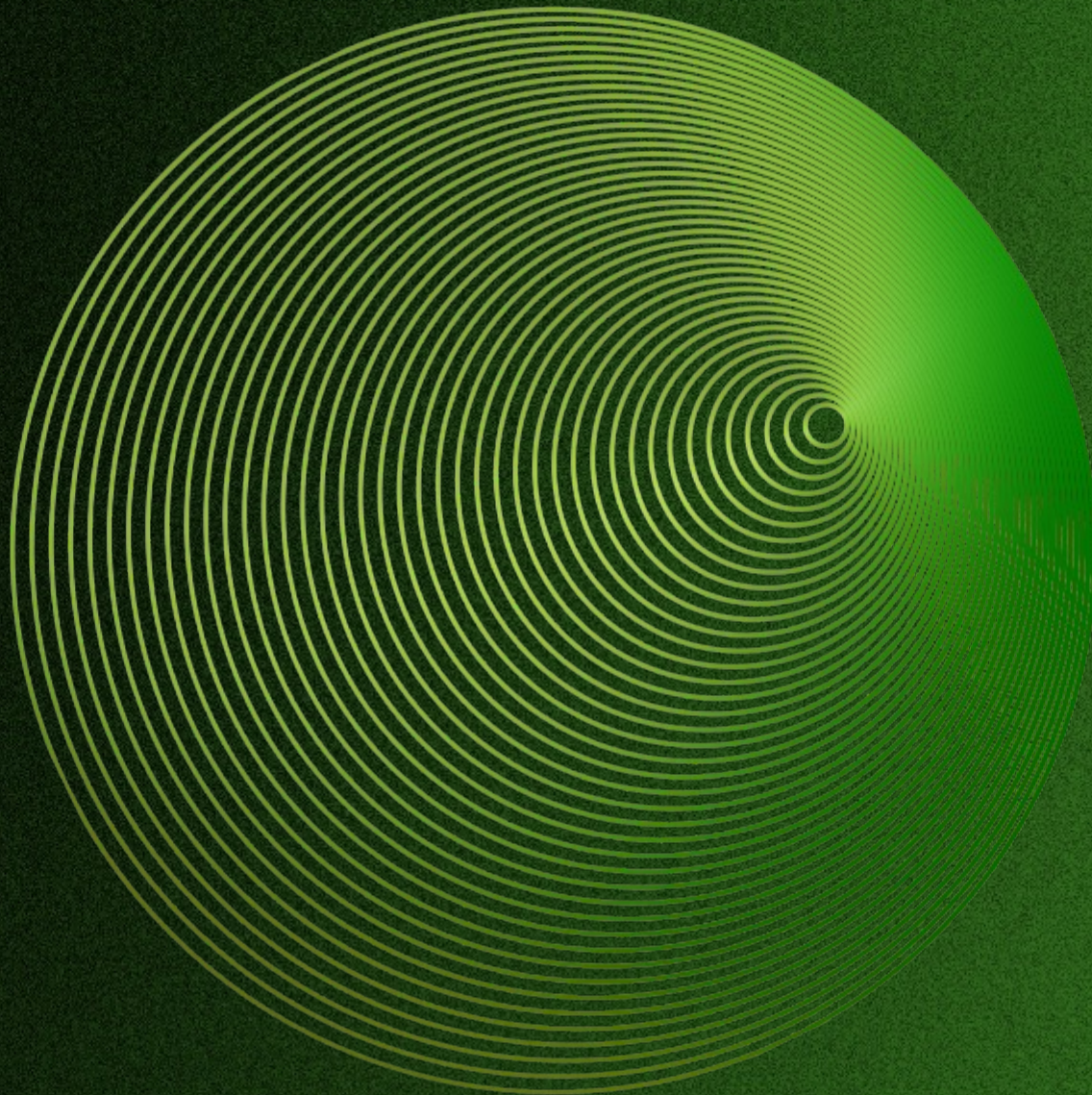
Deloitte.

Ensemble vers le progrès

Un lent dégel

La croissance demeure faible,
mais des améliorations sont en vue

Perspectives économiques | Numéro Printemps 2026



Cette année nous réserve une croissance modeste, mais les risques basculent vers le négatif



DAWN DESJARDINS
Économiste en chef

Les consommateurs et les entreprises du Canada naviguent en eaux troubles. La hausse soudaine des prix de l'énergie découlant de la guerre au Moyen-Orient, l'incertitude persistante quant à l'avenir de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et les problèmes structurels liés au ralentissement de la croissance démographique pèsent sur l'économie. Or, certains facteurs importants contribuent à atténuer la situation. La Banque du Canada devrait maintenir son taux directeur à 2,25 % tout au long de l'année 2026, les investissements publics continueront de répondre à certains des défis structurels du Canada, tout en stimulant la demande pour des biens et des services canadiens, et l'adoption de technologies aidera à compenser la dynamique changeante du marché du travail.

S'il ne fait aucun doute que le contexte actuel est difficile, nous envisageons avec un optimisme prudent une hausse modeste de 1,2 % de l'économie canadienne en 2026. Cette prévision suppose que la plupart des exportations de biens canadiens continueront d'échapper aux droits de douane et que la révision de l'ACEUM se déroulera sans modifications. Nos hypothèses de base tiennent toujours compte des droits de douane sectoriels, ce qui laisse place à de meilleurs résultats si jamais ceux-ci étaient supprimés. Par ailleurs, la politique ambitieuse du gouvernement visant à conclure de nouveaux accords de libre-échange avec d'autres partenaires mondiaux offre des perspectives favorables pour les exportations.

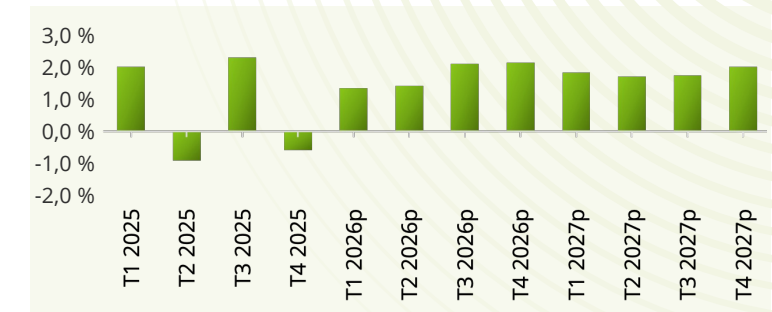
La clarification de l'ACEUM sera un facteur clé pour rétablir la confiance des entreprises en 2026. Cela dit, d'autres facteurs influenceront sur la volonté d'investir, notamment la guerre au Moyen-Orient, les coûts plus élevés de l'énergie et la perturbation des chaînes d'approvisionnement. Face à la hausse possible des coûts de l'énergie et à une détérioration des conditions du marché du travail, les consommateurs sont susceptibles de demeurer prudents; en effet, les dépenses devraient rester modérées et la reprise du marché de l'habitation devrait être plus lente que ce que nous avons prévu antérieurement.

L'économie canadienne devrait croître à un rythme plus faible cette année par rapport au gain de 1,7 % en 2025, alors que certains secteurs et certaines régions seront plus à risque que d'autres. Cependant, le regain d'attention porté à la mise en valeur de nos ressources, le renforcement de nos capacités militaires et la réduction des obstacles aux investissements des entreprises s'avéreront d'importantes mesures d'atténuation des pressions provenant de l'étranger.

Points saillants

- L'incertitude commerciale et géopolitique continue de peser sur les perspectives de croissance.
- L'adoption de politiques et les investissements publics devraient fournir une importante marge de manœuvre face à la faiblesse de la demande extérieure.
- Une plus grande clarté en matière de politiques commerciales est essentielle pour assurer une reprise plus robuste au deuxième semestre de 2026.
- Le PIB réel devrait croître de seulement 1,2 % cette année, après un gain de 1,7 % l'an dernier.

Figure 1 : Une faible croissance économique est prévue pour le premier semestre de 2026 (variation du PIB en pourcentage, en fonction des dépenses)



p = prévision

Sources : prévisions de Deloitte; Statistique Canada, [Tableau 36-10-0104-01 Produit intérieur brut, en termes de dépenses, Canada, trimestriel](#).

Politiques monétaire et budgétaire

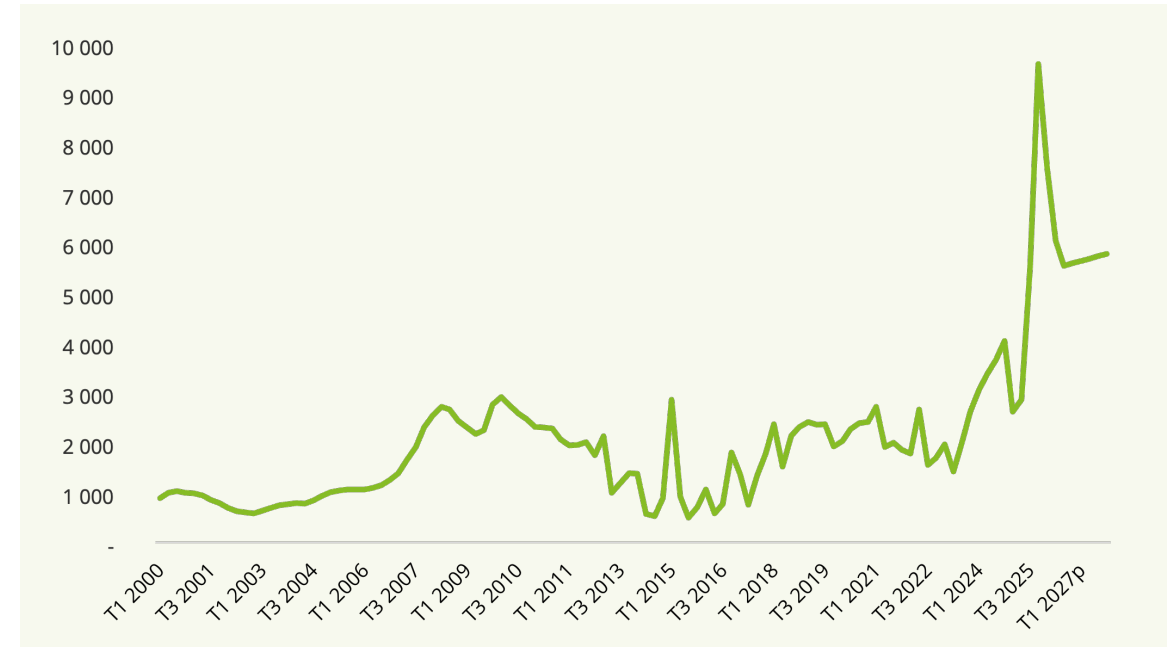
- L'inflation globale a ralenti à 1,8 % en février et la moyenne des deux mesures de l'inflation fondamentale privilégiées par la Banque du Canada a diminué pour s'établir à 2,3 %. Malgré cet assouplissement, la hausse persistante du prix des aliments demeure l'un des principaux freins à la stabilisation de l'inflation au Canada.
- Nous nous attendons à ce que l'inflation demeure autour de 2 % cette année, même si des fluctuations persisteront en raison des coûts commerciaux, de la hausse des prix de l'énergie et de l'effet de glissement annuel découlant des changements de politiques de l'an dernier, y compris l'élimination de la taxe sur le carbone pour les consommateurs et le bref congé de TPS/TVH. La capacité de production excédentaire dans l'économie compensera largement la hausse à court terme des prix de l'énergie, ce qui maintiendra le taux global près de la cible de 2 % de la Banque du Canada en moyenne en 2026.
- Le ralentissement de la croissance et un taux d'inflation dans une fourchette donnée créent les conditions favorables au maintien par la Banque du Canada du taux directeur de 2,25 % tout au long de 2026. En ce qui concerne 2027, nous prévoyons que les conditions économiques commenceront à se redresser à mesure que la construction de grands projets s'accéléra; il faudra alors s'attendre à des hausses de taux vers la fin de l'année.
- Les perspectives commerciales incertaines présentent un risque à la baisse pour cette

prévision. Toute nouvelle détérioration des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis accentuerait la faiblesse de l'économie et pourrait remettre en cause la nécessité des futures hausses de taux.

- Les dépenses consacrées aux programmes gouvernementaux ne devraient pas vraiment stimuler la croissance à court terme. Le gouvernement fédéral cherche activement à réduire la taille de la fonction publique, tandis que les provinces sont confrontées à une détérioration de leur situation budgétaire qui limitera leur capacité de dépenser.
- Malgré ces contraintes, le gouvernement fédéral demeure un élément important des perspectives économiques pour deux raisons. Premièrement, ses investissements en défense ont augmenté de façon significative tout au long du deuxième semestre de 2025. Même si nous nous attendons à ce que cette croissance s'atténue quelque peu à court terme, le niveau de dépenses devrait demeurer élevé, ce qui aidera à soutenir l'activité économique.
- Deuxièmement, le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle déterminant pour stimuler les investissements privés, plus particulièrement grâce à des efforts visant à réduire les règlements qui entravent les investissements et à conclure des accords commerciaux qui contribueront à diversifier les exportations au-delà des États-Unis.

Figure 2 : Investissements publics dans les systèmes d'armement

(dollars réels de 2017, en millions de dollars)



p = prévision

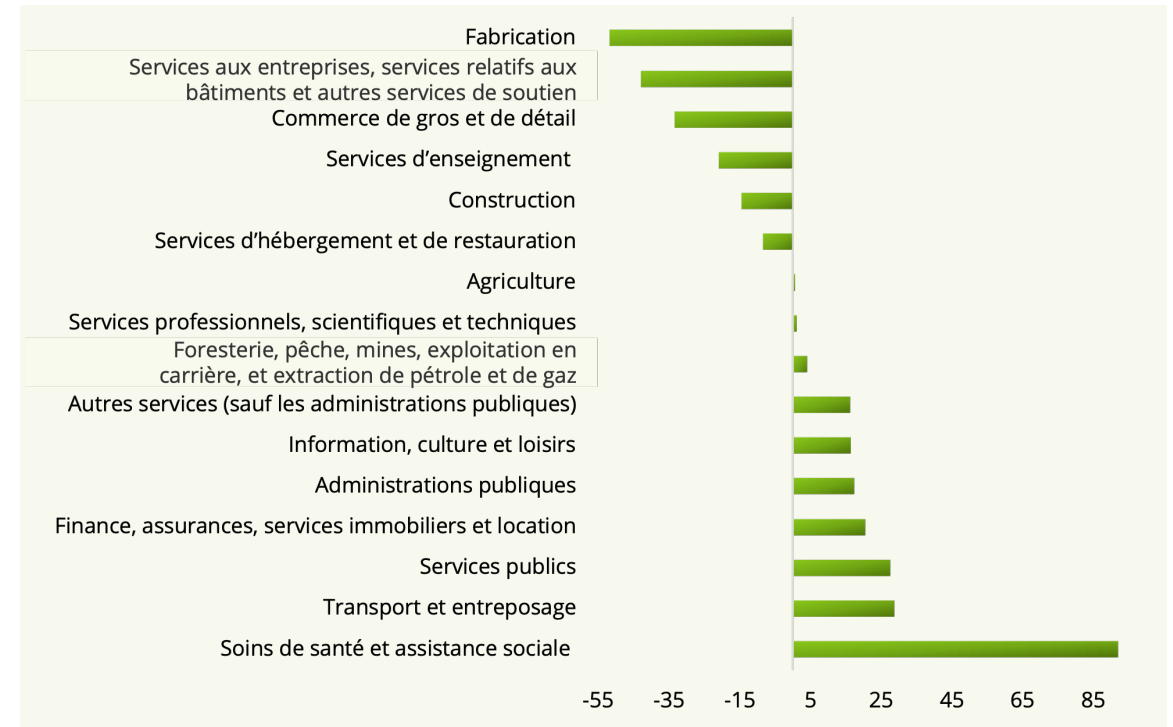
Sources : prévisions de Deloitte; Statistique Canada, [Tableau 36-10-0108-01 Formation brute de capital fixe, trimestriel, Canada \(x 1 000 000\)](#).

Marchés du travail et dépenses des ménages

- Les conditions du marché du travail restent fragiles, alors que l'incertitude commerciale et le ralentissement de la demande intérieure continuent de peser sur l'embauche. Les pertes d'emploi dans le secteur de la fabrication devraient se poursuivre au cours du premier trimestre de 2026, reflétant la pression exercée en continu par la politique commerciale américaine, tandis qu'un affaiblissement dans les services d'enseignement et les administrations publiques est à prévoir à mesure que les gouvernements maîtrisent leurs dépenses et que l'arrivée d'étudiants internationaux ralentit.
- Ces vents contraires limiteront la création d'emplois ainsi que la progression des salaires cette année. Dans un contexte de croissance démographique négligeable, d'un niveau d'incertitude élevé et d'une amélioration seulement graduelle du marché du travail, les dépenses de consommation totales devraient connaître qu'une croissance modeste en 2026.
- Les conditions du marché du travail devraient se stabiliser tout au long de 2026, le taux de chômage diminuant progressivement pour atteindre 6,3 % d'ici la fin de l'année. Cependant, cette amélioration s'expliquera davantage par une croissance limitée de la population attribuable au resserrement des politiques d'immigration et au vieillissement de la main-d'œuvre, plutôt qu'à une forte hausse de la demande en main-d'œuvre. En phase avec cette tendance, plus de 146 000 personnes ont quitté la population active entre décembre 2025 et février 2026.
- Le recul de l'emploi dans les administrations publiques peut être partiellement compensé par la hausse des dépenses militaires, qui devraient soutenir l'emploi dans les secteurs liés à la défense et au recrutement militaire.
- Le marché de l'habitation devrait ralentir en 2026. En effet, les mises en chantier devraient passer à environ 243 000 logements, en baisse par rapport à 259 000 en 2025, à mesure que l'élan qui a soutenu des niveaux de construction quasi historiques s'estompe. Les coûts de construction élevés, l'incertitude commerciale et le nombre croissant d'unités invendues minent la confiance des constructeurs et ne sont pas propices au lancement de nouveaux projets.
- Le ralentissement est particulièrement prononcé dans le segment de la copropriété, où les préventes se sont nettement détériorées à Toronto et à Vancouver, amenant les promoteurs à mettre des projets en veilleuse. La construction de logements locatifs, qui s'était imposée comme un important moteur d'activité au cours des dernières années, commence aussi à reculer à mesure que les taux d'inoccupation augmentent et que le taux de croissance des loyers se modère. Le ralentissement de la croissance démographique dans la foulée des ajustements apportés aux taux d'immigration par le fédéral freine davantage la demande, gardant les perspectives de mises en chantier modestes pour 2027.

Figure 3 : Le secteur de la fabrication a perdu un grand nombre d'emplois au cours de la dernière année

Variation de l'emploi par secteur entre février 2025 et février 2026, en milliers

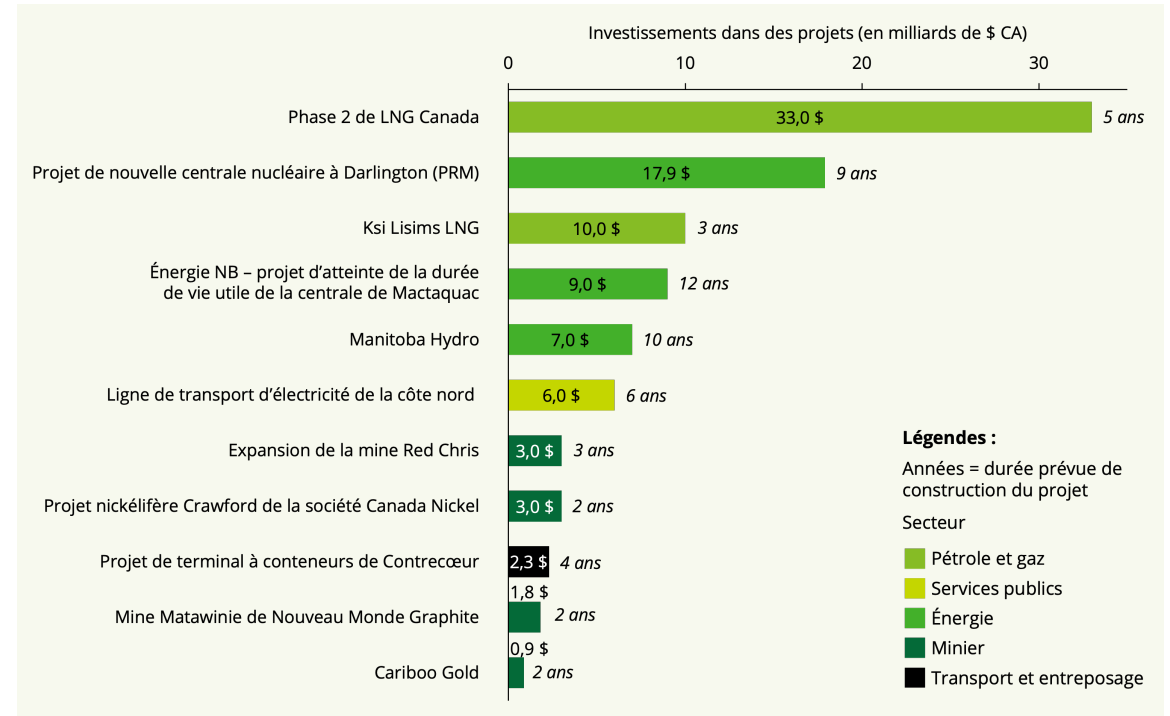


Source : Statistique Canada, [Tableau 14-10-0355-01 Emploi selon l'industrie, données mensuelles désaisonnalisées et non désaisonnalisées, et tendance-cycle, 5 derniers mois \(x 1 000\)](#).

Commerce et investissements des entreprises

- L'Enquête sur les perspectives des entreprises de décembre 2025 menée par la Banque du Canada et L'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations de 2026 menée par Statistique Canada laissent présager des investissements qui demeurent prudents, mais qui s'amélioreront progressivement. Bien que des sentiments d'incertitude commerciale persistent et que bon nombre d'entreprises privilégient le maintien plutôt que l'expansion, les conditions commencent à évoluer. La croissance des investissements à court terme devrait rester modeste, particulièrement dans le cas du matériel et outillage, mais l'on s'attend à ce qu'un élan soit généré plus tard en 2026 jusqu'en 2027, à mesure que les grands projets de construction passent de la planification à l'exécution.
- Ce tournant s'inscrit dans le bassin croissant de projets de grande envergure illustré à la figure 4. Celle-ci met en lumière plusieurs grands investissements qui devraient passer à la phase de construction avant la fin de 2027. Des projets comme les nouveaux réacteurs nucléaires à Darlington, la phase 2 de LNG Canada, Ksi Lisims LNG et la ligne de transport d'électricité de la Côte-Nord représentent une hausse importante des dépenses en immobilisations. Au fil de leur avancement, ces projets devraient entraîner des investissements supplémentaires dans les domaines de l'ingénierie, de la construction, de la fabrication et des services professionnels, favorisant ainsi une reprise plus étendue des investissements des entreprises au-delà du secteur de l'énergie.
- Sur le plan commercial, les exportations ont partiellement rebondi après une forte baisse au deuxième trimestre. Une reprise soutenue et des mesures ciblées d'allègement des droits de douane favoriseront la croissance cette année. Plus particulièrement, l'élimination ou la suspension récente de droits de douane imposés par la Chine sur d'importants produits canadiens agroalimentaires et de la mer devrait stimuler considérablement les exportations des secteurs agricole, de la pêche et de la transformation alimentaire jusqu'à la fin de 2026. Les minerais et les minéraux non métalliques devraient aussi apporter une contribution importante, témoignant de la demande mondiale soutenue pour des apports industriels liés aux investissements en infrastructures, en fabrication et dans la transition énergétique.
- Selon les projections, les exportations de services bénéficieront des flux accrus de voyageurs internationaux, alors que les activités liées au tourisme devraient être dynamisées par la Coupe du monde de la FIFA de 2026. Grâce à la contribution des exportations de biens et de services, la croissance des exportations annuelle devrait atteindre environ 2,0 % en 2026.
- En revanche, les importations devraient se rétablir plus progressivement, donnant lieu à une contribution positive à la croissance découlant du commerce net cette année.

Figure 4 : Grands projets dont la construction devrait commencer d'ici 2027
Investissements prévus par le secteur privé; \$ CA non indexés (en milliards de dollars)



Source : Hypothèses de Deloitte et recherches secondaires à partir d'une liste de projets soumis au Bureau des grands projets.

Perspectives provinciales

- On s'attend à ce que la croissance économique demeure forte cette année et l'année prochaine à **Terre-Neuve-et-Labrador**. Cet élan à court terme est stimulé par la hausse de la production de pétrole suivant l'intensification des activités du champ pétrolifère White Rose. L'exposition commerciale et les taux de droits de douane effectifs relativement faibles de la province assurent une certaine protection contre la politique commerciale américaine. Néanmoins, à plus long terme, celle-ci subira les contrecoups de la faible croissance démographique, qui pèsera sur l'offre de main-d'œuvre et la demande des consommateurs malgré les activités soutenues de construction, notamment dans le cadre du projet Queensway Gold, entre autres.
- Après près d'une décennie de forte augmentation de la population, la croissance démographique stagne maintenant au rendement économique de **l'Île-du-Prince-Édouard**. Cela intensifiera les pénuries de main-d'œuvre, surtout dans les secteurs très recherchés, comme les métiers spécialisés et les soins de santé¹. Cela dit, les investissements de la province dans le logement abordable devraient aider à atténuer les problèmes d'abordabilité et à soutenir les activités de construction, permettant de contrebalancer modestement les plus vastes pressions démographiques². Par conséquent, selon nos prévisions, la croissance du PIB réel devrait atteindre 1,1 % cette année et 1,4 % en 2027.
- En **Nouvelle-Écosse**, la croissance économique devrait ralentir en 2026, alors que la décroissance démographique pèsera sur les marchés du travail, les revenus des ménages, les dépenses de consommation et le marché de l'habitation. Malgré l'augmentation des pressions budgétaires, plusieurs nouveaux éléments

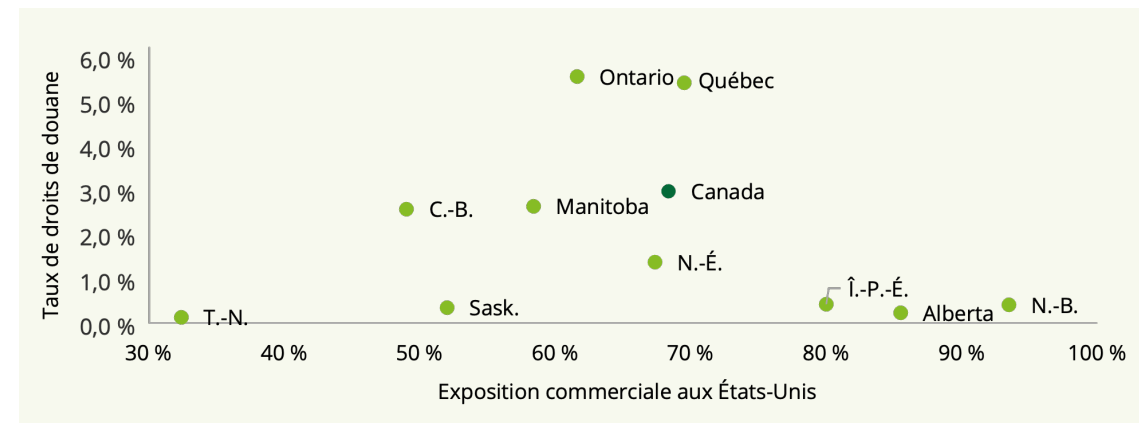
viennent soutenir les perspectives. L'élimination des droits de douane chinois sur les produits de la mer devrait stimuler l'industrie de la pêche, tandis que la hausse des investissements en matière de défense, notamment l'installation d'essai terrestre à Hartlen Point, à Eastern Passage, aidera à soutenir la croissance à moyen terme³.

- Le **Nouveau-Brunswick** fait face à une situation difficile à court terme en raison du ralentissement de la croissance démographique et de la grande dépendance de la province aux échanges commerciaux avec les États-Unis. Les droits de douane élevés sur le bois d'œuvre résineux et les produits du bois continueront d'avoir de lourdes conséquences sur les secteurs forestiers et de la transformation du bois. Les reports temporaires dans l'application de droits de douane supplémentaires sur le mobilier et ébénisterie offrent un peu de répit à court terme, mais dans l'ensemble, on s'attend à ce que la conjoncture économique demeure modeste. L'activité économique devrait augmenter de 0,9 % en 2026 et de 1,2 % en 2027.
- Le **Québec** devrait enregistrer l'un des ralentissements les plus marqués de la croissance démographique en raison de la diminution de l'immigration et de cibles d'accueil plus restrictives. L'ampleur des échanges commerciaux avec les États-Unis accentue l'incidence des droits de douane sur l'aluminium, le principal produit exporté par la province aux États-Unis. Ces pressions sont en partie atténuées par un marché de l'habitation relativement résilient et par la stabilité des mises en chantier, ce qui aidera à soutenir le rendement économique global, avec une croissance de 0,7 % prévue cette année et de 1,5 % en 2027.

- L'Ontario** devrait connaître une croissance modeste de 0,8 % cette année et se classer parmi les dernières provinces à ce chapitre. Les droits de douane frappent durement l'Ontario, car son économie repose largement sur le secteur de la fabrication, plus particulièrement en ce qui a trait à l'automobile et aux exportations de fer et d'acier. Aussi, la nouvelle Réponse tarifaire pour la main-d'œuvre Canada-Ontario aidera à soutenir et à requalifier près de 27 000 travailleurs touchés par les droits de douane américains dans les secteurs du bois d'œuvre résineux, de l'acier et de l'aluminium⁴. Parallèlement, en raison de la faible demande de

logements, des conditions peu favorables sur le marché du travail et du manque de confiance des acheteurs, l'Ontario est aux prises avec le marché de l'habitation le moins vigoureux au pays, malgré les stocks élevés^{5, 6}. Pour l'avenir, des investissements importants, comme le projet de la nouvelle centrale nucléaire à Darlington, améliorent les perspectives favorables à long terme et soutiennent une reprise de la croissance, qui devrait atteindre 1,9 % en 2027.

Figure 5 : Exposition commerciale aux États-Unis et taux de droits de douane effectifs par province
Décembre 2025



Source : Calculs de Deloitte à partir des données de l'[International Trade Commission des États-Unis – base de données des droits de douane](#); [Données sur le commerce en direct](#).

Perspectives provinciales

- Au **Manitoba**, la croissance économique devrait afficher une amélioration modeste en 2026, qui sera surtout attribuable à des investissements dans les infrastructures publiques. Les perspectives commerciales avec la Chine se sont considérablement améliorées avec la levée des droits de douane sur la farine de canola et les pois, ainsi que la réduction des droits de douane sur le canola plus tôt cette année, offrant un soutien à court terme aux secteurs agricole et de la transformation alimentaire. Le Manitoba connaît aussi une hausse des investissements dans les initiatives liées au climat à la suite des récents épisodes de feux de forêt et de sécheresse⁷. De grands projets, tels que le projet de fiabilité du système de courant continu à haute tension de Manitoba Hydro et le nouveau siège social des centres ActionCancer, devraient favoriser la croissance à long terme, malgré l'incertitude économique et les perturbations commerciales qui persistent. Globalement, selon les prévisions, la croissance du PIB réel atteindra 1,0 % en 2026 et 1,8 % en 2027.
- La **Saskatchewan** est en bonne posture pour enregistrer une forte croissance cette année, soutenue par de solides activités de construction, une hausse de la production minière et une production agricole robuste. L'élimination par la Chine des droits de douane sur le canola en mars devrait stimuler les exportations agricoles en 2026, tandis que les exportations de pétrole et de gaz pourraient également s'accroître si les prix demeurent élevés dans le contexte d'un conflit prolongé au Moyen-Orient. La mine de cuivre McIlvenna Bay, dont la mise

en service est prévue à la moitié de 2026, devrait entraîner une hausse de la production minière⁸. Encore cette année, on s'attend à un nombre élevé de mises en chantier, ce qui favorisera les investissements résidentiels, tandis que les investissements des entreprises sont renforcés par le développement de la mine d'uranium Denison et un important projet de production de potasse. En résumé, selon les prévisions, la croissance du PIB réel atteindra 1,9 % en 2026 et 2,2 % en 2027.

- **L'Alberta** devrait figurer parmi les provinces canadiennes affichant la croissance la plus rapide, avec une croissance économique de 1,7 % en 2026 et de 2,6 % en 2027. La province est soumise aux plus faibles droits de douane américains effectifs de tous les territoires canadiens, car ses exportations fortement axées sur l'énergie sont largement à l'abri des mesures commerciales américaines⁹. La hausse des prix de l'énergie, conjuguée à l'ajout de capacités dans les sables bitumineux, devrait favoriser les exportations de pétrole et de gaz en 2026¹⁰. Malgré le recul des dépenses de consommation, le ralentissement de la croissance démographique et l'incertitude commerciale qui persistent, de solides investissements dans les infrastructures et l'énergie devraient se traduire par une croissance économique robuste, particulièrement en 2027. Les mises en chantier devraient ralentir par rapport à 2025, à mesure que les projets sont achevés et que la demande se modère, tandis que les investissements des entreprises devraient s'accroître, portés par le développement de centres de données liés à l'IA et par de grands projets de construction en génie civil.

- En **Colombie-Britannique**, le dynamisme économique devrait demeurer modéré en 2026, avec une croissance s'établissant à seulement 1,2 %. Le secteur forestier demeure un important frein aux perspectives, les droits de douane américains ayant provoqué des réductions de production et des fermetures permanentes de scieries dans l'ensemble de la province. De récentes annonces concernant notamment des arrêts temporaires et des fermetures permanentes dans d'importantes exploitations forestières soulignent l'ampleur du repli

et les répercussions sur l'emploi. Au même moment, la croissance démographique devrait ralentir, ce qui limitera la croissance à court terme. Certaines de ces pressions seront compensées par l'accélération de grands projets d'infrastructure, comme la ligne de transport d'électricité de la côte nord de BC Hydro North Coast Transmission Line et la prolongation de la durée de vie de la mine de cuivre Highland Valley de Teck Resources, qui devraient apporter un soutien partiel et contribuer à atténuer la faiblesse des secteurs forestier et de l'habitation.

Figure 6 : PIB réel aux prix de base par province

	2025e	2026p	2027p
Terre-Neuve-et-Labrador	2,2 %	1,1 %	1,5 %
Île-du-Prince-Édouard	2,0 %	1,1 %	1,4 %
Nouvelle-Écosse	1,5 %	1,0 %	1,3 %
Nouveau-Brunswick	1,3 %	0,9 %	1,2 %
Québec	1,4 %	0,7 %	1,5 %
Ontario	1,3 %	0,8 %	1,9 %
Manitoba	1,3 %	1,0 %	1,8 %
Saskatchewan	2,4 %	1,9 %	2,2 %
Alberta	2,5 %	1,7 %	2,6 %
Colombie-Britannique	1,4 %	1,2 %	1,9 %

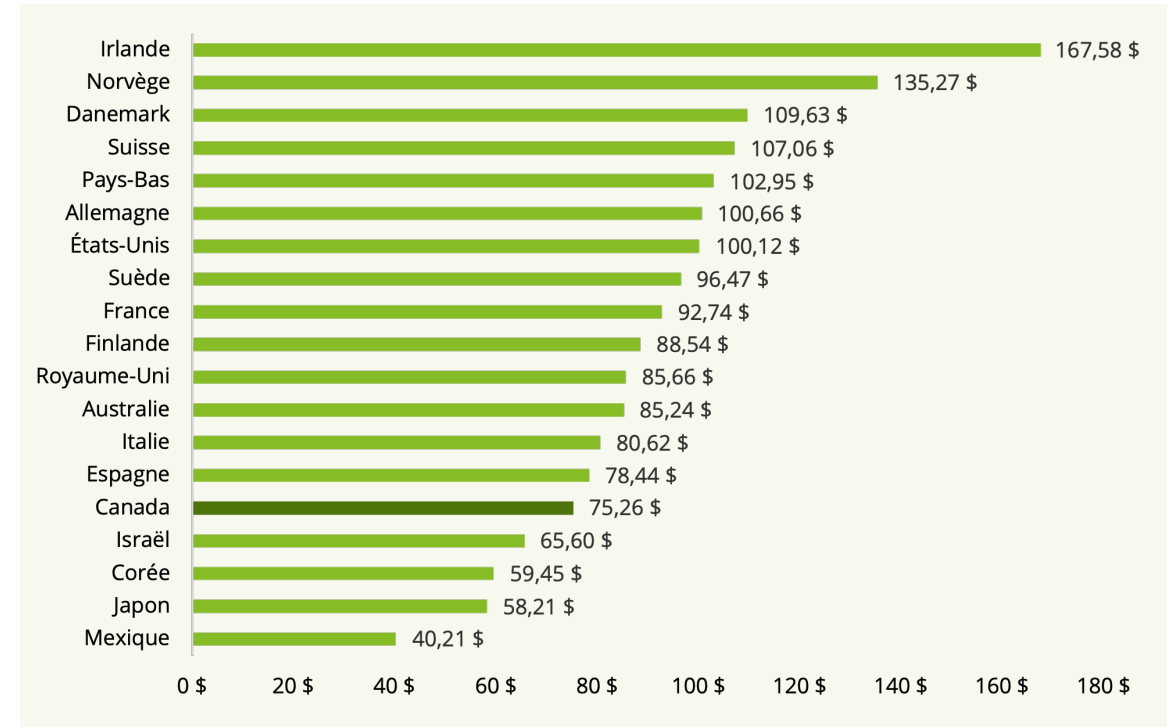
Sources : Deloitte, e = estimation, p = prévision.

Risques et principaux points à retenir

- Nos perspectives de base prévoient que la croissance économique du Canada demeurera modérée à court terme, puis se renforcera à mesure que les investissements dans les grands projets s'accéléreront et que la croissance démographique commencera à se redresser. Ensemble, la hausse des investissements et un retour vers une croissance tendancielle de la population active stimuleront la production potentielle et aideront à renverser une décennie marquée par de faibles gains de productivité. Si ce scénario semble optimiste par rapport à l'histoire récente, il demeure réalisable moyennant la mise en place de conditions politiques et d'investissement favorables.
- Parmi les facteurs clés de la reprise économique au cours de la prochaine année, citons l'ampleur et la composition des investissements attendus. Des dépenses importantes dans les infrastructures et les industries extractives productives jetteront les bases pour des gains de productivité, une hausse de la capacité d'exportation et une croissance à plus long terme. Si l'élan prévu se concrétise, le Canada pourrait enfin commencer à combler l'écart de productivité qui a pesé sur son rendement économique pendant une grande partie de la dernière décennie.
- Cela dit, ces perspectives présentent plusieurs risques à la baisse importants, notamment le conflit qui sévit au Moyen-Orient et qui provoque toujours de la volatilité et de l'incertitude dans le contexte économique mondial. Bien que l'augmentation des prix de l'énergie pourrait stimuler l'économie canadienne à court terme grâce à une hausse de la production de pétrole et des revenus connexes, la prolongation du conflit rehausserait le risque d'accroissement du ralentissement mondial et de nouvelles pressions inflationnistes.
- Par ailleurs, l'incertitude commerciale demeure élevée. Les renégociations de l'ACEUM à venir en juillet constituent un risque important pour les perspectives économiques canadiennes. Même si la récente décision de la Cour suprême américaine d'annuler les tarifs imposés en vertu de l'*International Emergency Economic Powers Act* est encourageante, la politique commerciale reste imprévisible et pourrait encore perturber les investissements et le rendement des exportations.
- Les risques intérieurs sont également considérables. Dans certains marchés de l'habitation, la situation demeure fragile et un recul plus important que prévu de l'activité immobilière pourrait peser sur les activités de construction, la richesse des ménages et la confiance des consommateurs. Étant donné l'importance du secteur de l'habitation pour la croissance économique du Canada, cela demeure une grande source de vulnérabilité dans les prévisions.
- Enfin, ces perspectives reposent sur la capacité du gouvernement fédéral à faire progresser le développement de ressources et d'infrastructures en déployant des efforts pour simplifier et accélérer les approbations par l'intermédiaire du Bureau des grands projets. Si cette année promet d'être déterminante à cet égard, jusqu'à présent, aucun élément probant ne porte à croire que cette approche exerce une influence importante sur les décisions d'investissement. Le rythme auquel les projets passent de la planification à la construction sera un facteur clé pour déterminer si le potentiel de croissance du Canada peut réellement s'améliorer.

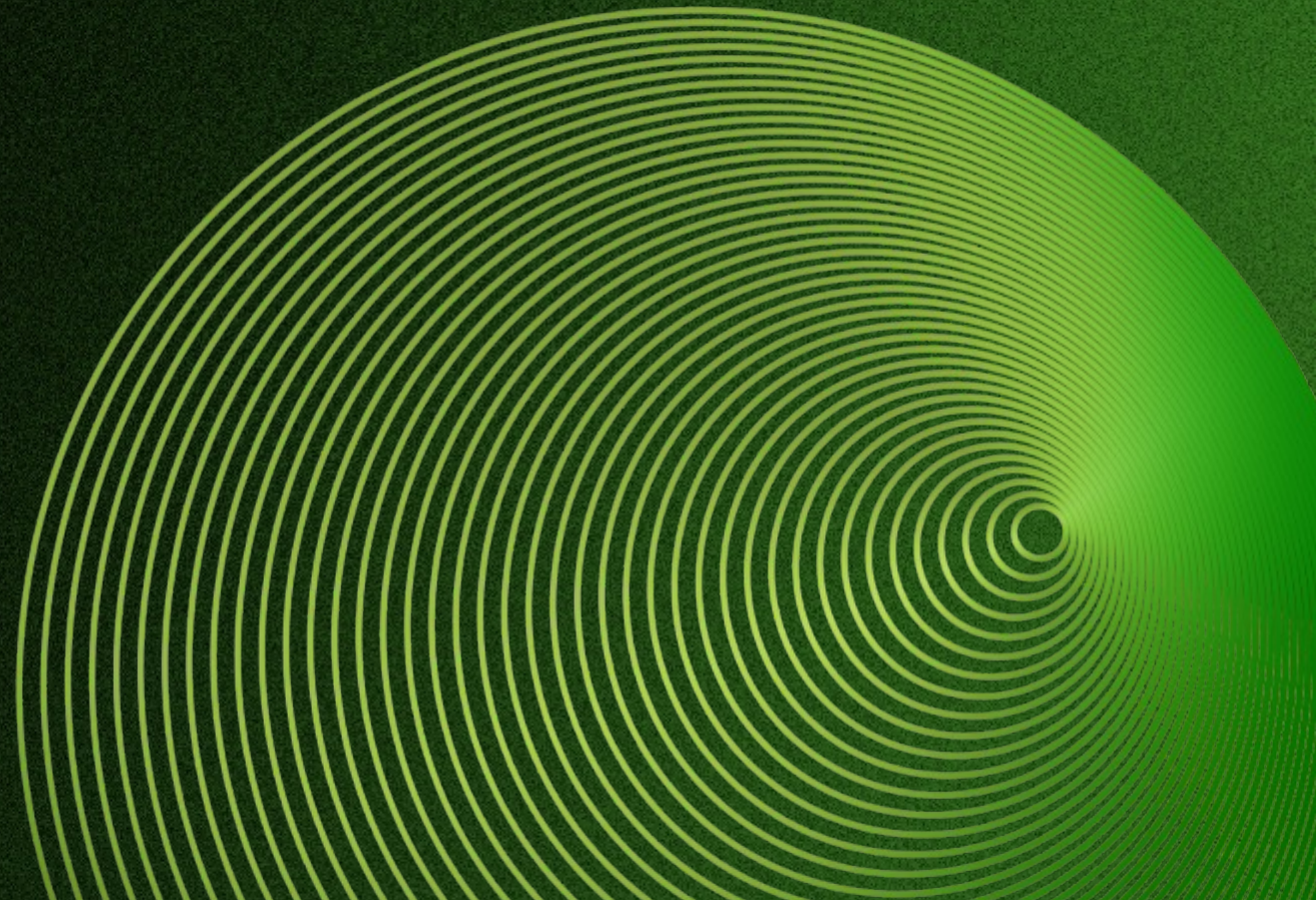
Figure 7 : La productivité du Canada demeure nettement inférieure à celle de ses pairs

PIB par heure travaillée, dollars américains par heure, PPA convertis, prix courants, 2024



Source : Base de données de l'OCDE sur la productivité.

Tableaux des prévisions



TABLEAUX DES PRÉVISIONS

PIB par catégorie de dépenses

	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026p	T2 2026p	T3 2026p	T4 2026p	T1 2027p	T2 2027p	T3 2027p	T4 2027p	2025	2026p	2027p
PIB du Canada	2,1	-0,9	2,4	-0,6	1,4	1,5	2,2	2,2	1,9	1,8	1,8	2,1	1,7	1,2	1,9
Consommation des ménages	1,2	4,7	-0,8	1,7	1,1	1,1	2,0	2,0	1,9	1,9	1,9	1,9	2,3	1,3	1,9
Consommation du secteur à but non lucratif	0,8	1,2	2,0	2,0	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,4	1,3	1,1
Consommation des administrations publiques	1,4	4,5	-2,7	3,1	1,7	1,5	1,4	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	2,4	1,4	1,2
Investissement total	-4,5	1,3	2,1	3,3	-0,7	-0,2	1,1	1,8	1,6	0,7	1,3	2,2	1,4	1,0	1,3
Investissements publics	-1,5	9,2	16,5	20,4	-3,7	-1,9	1,3	2,3	2,1	2,1	2,1	2,2	6,7	5,0	1,8
Investissements des entreprises	-5,0	-0,5	-0,9	-0,2	0,0	0,2	1,0	1,7	1,5	0,4	1,1	2,2	0,3	0,1	1,2
Investissements résidentiels	-11,1	2,0	5,0	-4,4	0,2	0,7	0,8	0,7	-3,0	-6,0	-4,2	-1,1	1,0	0,2	-2,2
• Résidentiel – rénovations	1,0	-5,2	5,1	-5,2	1,6	1,8	2,7	2,9	3,0	3,3	3,2	3,5	1,1	0,5	3,0
• Résidentiel – coûts de transfert de propriété	-49,5	-0,6	36,1	-9,2	2,4	2,0	1,8	1,5	1,4	1,5	1,5	1,3	-3,4	3,3	1,6
• Résidentiel – logements neufs	2,7	8,4	-5,1	-1,8	-1,5	-0,6	-0,8	-1,2	-8,6	-14,8	-11,4	-5,6	2,7	-1,1	-7,2
Investissements non résidentiels	-0,6	-1,9	-4,7	2,6	-0,1	-0,1	1,1	2,3	4,1	4,1	4,1	4,0	-0,1	0,0	3,1
• Ouvrages de génie civil	-2,4	20,1	1,3	-5,9	1,2	1,9	2,4	2,5	7,1	7,0	6,9	6,8	3,1	1,3	5,3
• Bâtiments non résidentiels	-2,9	-13,1	-6,2	4,1	-0,8	0,2	1,4	2,0	1,7	1,9	1,8	1,7	-1,9	-0,8	1,7
• Matériel et outillage	2,7	-19,4	-12,8	12,3	-2,0	-3,3	-0,5	3,5	2,6	2,6	2,6	2,5	-3,5	-1,9	2,0
• Propriété intellectuelle	-1,0	-1,4	-2,6	4,9	0,7	0,7	0,7	0,7	2,6	2,5	2,5	2,5	0,3	0,9	1,9
Total des exportations	4,0	-23,6	3,8	6,1	4,1	3,2	2,8	2,6	2,5	2,5	2,2	2,0	-1,7	2,0	2,5
• Exportations – marchandises	6,8	-29,4	4,3	8,6	4,8	3,3	2,9	2,4	1,9	2,1	2,1	2,0	-2,0	2,2	2,3
• Exportations – services	-5,3	-1,1	2,1	-1,5	2,0	2,8	2,5	2,9	4,3	3,8	2,5	1,9	-0,6	1,4	3,3
Importations	4,0	0,4	-11,0	1,0	2,6	1,6	1,8	1,8	2,1	2,4	2,3	2,2	-0,4	0,0	2,1
• Importations – marchandises	6,9	-3,8	-11,2	1,4	2,9	1,5	1,6	1,8	2,0	2,1	2,1	2,0	-0,1	-0,2	1,9
• Importations – services	-5,4	16,5	-10,4	0,0	1,7	1,9	2,2	1,9	2,4	3,6	3,1	3,1	-1,3	0,7	2,6
Stocks	12 144	24 912	(12 284)	(23 463)	249	756	1 256	1 556	942	1 720	1 486	2 245	877	(15 678)	5 521
PIB des États-Unis	-0,6	3,8	4,4	2,8	2,4	2,5	2,6	2,3	2,3	2,3	2,3	2,2	2,3	2,8	2,4

Remarque : sauf indication contraire, tous les chiffres sont présentés sous forme de variation en pourcentage annualisée; les données sont fondées sur des dollars enchaînés réels désaisonnalisés de 2017; p = prévisions.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 13 mars 2026.

PRINCIPAUX INDICATEURS

Principaux indicateurs macroéconomiques

	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026p	T2 2026p	T3 2026p	T4 2026p	T1 2027p	T2 2027p	T3 2027p	T4 2027p	2025	2026p	2027p
Taux d'activité (%)	65,4	65,3	65,2	65,3	65,0	65,0	65,0	64,9	64,9	64,9	64,9	64,8	65,3	65,0	64,9
Changement d'emploi (en milliers)	118,4	15,0	1,0	126,9	-35,3	27,8	25,3	29,5	32,8	32,7	39,1	40,9	295,7	105,0	128,8
Taux de chômage (%)	6,7	6,9	7,0	6,8	6,6	6,5	6,3	6,2	6,0	5,9	5,8	5,7	6,9	6,4	5,8
Taux d'épargne des ménages (%)	5,4	4,5	5,2	4,4	6,4	6,5	6,4	6,2	5,9	5,7	5,5	5,4	4,9	6,4	5,6
Mises en chantier (en milliers, désaisonnalisé aux taux annuels)	230,0	276,0	272,6	257,0	245,9	244,3	242,1	239,9	234,4	224,9	218,0	214,6	258,9	243,1	223,0
Indice des prix à la consommation (variations en pourcentage sur 12 mois)	2,3	1,8	2,0	2,2	2,3	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0

Principaux indicateurs des marchés des capitaux

	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026p	T2 2026p	T3 2026p	T4 2026p	T1 2027p	T2 2027p	T3 2027p	T4 2027p	2025	2026p	2027p
Taux du financement à un jour	3,00	2,74	2,66	2,34	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,50	2,75	3,00	2,34	2,25	3,00
Bons du Trésor à 90 jours	2,79	2,65	2,59	2,18	2,20	2,20	2,25	2,25	2,30	2,55	2,80	3,05	2,18	2,25	3,05
Bons du Trésor à 1 an	2,75	2,59	2,61	2,33	2,30	2,40	2,40	2,50	2,50	2,70	2,95	3,15	2,33	2,50	3,15
Obligations d'État à 2 ans	2,68	2,58	2,64	2,47	2,50	2,70	2,80	3,00	3,25	3,40	3,55	3,65	2,47	3,00	3,65
Obligations d'État à 3 ans	2,67	2,60	2,65	2,47	2,70	2,90	3,05	3,15	3,30	3,45	3,60	3,70	2,47	3,15	3,70
Obligations d'État à 5 ans	2,78	2,81	2,91	2,80	2,85	3,00	3,15	3,25	3,40	3,55	3,65	3,75	2,80	3,25	3,75
Obligations d'État à 10 ans	3,09	3,21	3,38	3,23	3,35	3,45	3,55	3,65	3,75	3,80	3,85	3,90	3,23	3,65	3,90
Écart de 90 jours sur 10 ans	-0,30	-0,56	-0,79	-1,05	-1,15	-1,25	-1,30	-1,40	-1,45	-1,25	-1,05	-0,85	-1,05	-1,40	-0,85
Écart de 2 ans sur 10 ans	-0,41	-0,63	-0,73	-0,76	-0,85	-0,75	-0,75	-0,65	-0,50	-0,40	-0,30	-0,25	-0,76	-0,65	-0,25
Taux de change \$ CA/\$ US	0,697	0,723	0,726	0,717	0,730	0,732	0,738	0,744	0,747	0,748	0,750	0,752	0,716	0,736	0,749

p = prévisions. Le taux de financement à un jour représente celui de la fin de la période. Tous les autres indicateurs de valeurs trimestrielles représentent les moyennes trimestrielles. Les chiffres annuels reflètent ceux de la fin de la période au T4.

Sources : Statistique Canada; Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 13 mars 2026.

Notes de fin de texte

- 1 Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, « Tirages pour les déclarations d'intérêt », 19 février 2026, <https://www.princeedwardisland.ca/fr/information/bureau-de-limmigration/tirages-pour-les-declarations-dinteret>.
- 2 Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, « Budget d'immobilisations 2026-2027 : faire progresser notre province en bâtissant avec intention », 4 novembre 2025, <https://www.princeedwardisland.ca/fr/nouvelles/budget-dimmobilisations-2026-2027-faire-progresser-notre-province-en-batissant-avec>.
- 3 Défense nationale, « Le ministère de la Défense nationale entreprend la construction de l'installation d'essai terrestre à Hartlen Point, à Eastern Passage », gouvernement du Canada, 19 janvier 2026, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2026/01/le-ministere-de-la-defense-nationale-entreprend-la-construction-de-linstallation-dessai-terrestre-a-hartlen-point-a-eastern-passage.html>.
- 4 Craig Lord, « Ottawa Spending \$229M to Help Tariff-Hit Ontario Workers Obtain New Skills », CBC News, 10 mars 2026, <https://www.cbc.ca/news/politics/tariff-support-ontario-workers-9.7122769>.
- 5 WOVA, « Ontario Housing Market Report: Market Report Summary for January 2026, Update | Interactive Map », 20 février 2026, <https://wowa.ca/ontario-housing-market>.
- 6 Rishi Sondhi, « Services économiques TD – Perspectives des marchés provinciaux de l'habitation : l'activité devrait rester faible cette année », Services économiques TD, 19 janvier 2026, <https://economics.td.com/fr-provincial-housing-outlook>.
- 7 Environnement et Changement climatique Canada, « Le Canada et le Manitoba continuent d'appuyer des initiatives axées sur l'énergie renouvelable au sein de la province », gouvernement du Canada, 17 octobre 2025, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2025/10/le-canada-et-le-manitoba-continuent-dappuyer-des-initiatives-axe-es-sur-lenergie-renouvelable-au-sein-de-la-province.html>.
- 8 Foran, « McIlvenna Bay Entering Commissioning Phase as Construction Nears Completion », 19 février 2026, <https://foranmining.com/news-media/foran-news-releases/mcilvenna-bay-entering-commissioning-phase-as-construction-nears-completion/>.
- 9 Gouvernement de l'Alberta, *Fiscal Plan – Focused on what matters 2026-29*, 26 février 2026, <https://open.alberta.ca/dataset/3393a7b5-07bf-4b9f-8aaf-a6d89273297b/resource/58a8d024-398f-482e-b1c2-81a754a97253/download/budget-2026-fiscal-plan-2026-29.pdf>.
- 10 Deborah Jaremko, « Rare brand-new oil sands project starts operating in Alberta », Canadian Energy Centre, 13 janvier 2026, <https://www.canadianenergycentre.ca/rare-brand-new-oil-sands-project-starts-operating-in-alberta/>.

Collaborateurs

Services-conseils en économie

Grâce à des chefs de file en macroéconomie, en microéconomie, en analyse des politiques et de la réglementation, en développement économique, ainsi qu'en analyse et en modélisation, les professionnels des Services-conseils en économie de Deloitte possèdent les connaissances et l'expérience nécessaires pour s'attaquer à certains des enjeux stratégiques et commerciaux actuels les plus complexes et les plus difficiles. Si vous souhaitez obtenir plus d'information sur nos services, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante : economicadvisorynews@deloitte.ca.



Dawn Desjardins
Économiste en chef



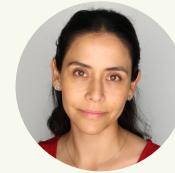
Matthew Stewart
Associé



Alicia Macdonald
Directrice de service



Anna Feng
Directrice



Coral Gonzalez
Directrice



Mikayla Schoel
Directrice



Pablo Alegria
Conseiller principal



Dhruv Deshpande
Conseiller principal



Madison MacKinnon
Conseillère principale



Momanyi Mokaya
Conseiller principal



Sailee Sakhardande
Conseillère principale



Avis de non-responsabilité

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n'y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Elle ne remplace donc pas les services ou conseils professionnels et ne devrait pas être utilisée pour prendre des décisions ou des mesures susceptibles d'avoir une incidence sur votre entreprise. Avant de prendre de telles décisions ou mesures, vous devriez consulter un conseiller professionnel compétent. Deloitte n'est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu'elle se serait fiée à la présente publication.

À propos de Deloitte Canada

Chez Deloitte, notre raison d'être est d'avoir une influence marquante. Nous existons pour inspirer et aider nos gens, nos organisations, nos collectivités et nos pays à prospérer en créant un avenir meilleur. Notre travail soutient une société prospère où les gens peuvent s'épanouir et saisir des occasions. Il renforce la confiance des consommateurs et des entreprises, aide les organisations à trouver des moyens créatifs de déployer des capitaux, habilite des institutions sociales et économiques justes, fiables et efficaces, et permet à nos amis, à nos familles et à nos collectivités de profiter de la qualité de vie qui accompagne un avenir durable. Étant le plus grand cabinet de services professionnels détenu et exploité à 100 % par des Canadiens dans notre pays, nous sommes fiers de travailler aux côtés de nos clients pour avoir une influence positive sur tous les Canadiens.

Deloitte offre des services de premier plan dans les domaines de la consultation, de la fiscalité et des services juridiques, des conseils financiers, de l'audit et de la certification ainsi que des conseils en gestion des risques à près de 90 % des sociétés du palmarès Fortune Global 500^{MD} et à des milliers de sociétés fermées. Nous réunissons des compétences, des perspectives et des services de classe mondiale pour aborder les enjeux d'affaires les plus complexes de nos clients.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour obtenir une description détaillée de la structure juridique de Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de ses filiales, veuillez consulter www.deloitte.com/ca/apropos.

Pour en apprendre plus sur Deloitte Canada, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [X](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).